



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**

Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/97/11
7 novembre 2025

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
Quatre-vingt-dix-septième réunion
Montréal, 1-5 décembre 2025
Point 7 a) i) de l'ordre du jour provisoire¹

RAPPORT PÉRIODIQUE GLOBAL AU 31 DÉCEMBRE 2024

Introduction

1. Le rapport périodique global résume les progrès réalisés par les agences bilatérales et d'exécution et leurs données financières² au 31 décembre 2024, tels qu'ils figurent dans leurs rapports périodiques respectifs³ présentés au Secrétariat.
2. Le rapport périodique global et les rapports périodiques des agences bilatérales et d'exécution portent sur toutes les substances réglementées au titre du Protocole de Montréal. Il contient des renseignements sur les activités et projets liés aux HFC financés à partir des contributions ordinaires au Fonds multilatéral, ou au moyen des contributions supplémentaires volontaires de 17 pays non visés à l'article 5 souhaitant appuyer le démarrage rapide de la mise en œuvre de l'amendement de Kigali⁴. Étant donné que tous les projets approuvés au titre des contributions volontaires supplémentaires ont été menés à bien et que le solde des fonds sera remis au Secrétariat, ce dernier ne rendra plus compte de ces projets séparément. Les analyses figurant dans le présent document s'appuient sur les quantités exprimées en

¹ UNEP/OzL.Pro/ExCom/97/1

² Les agences suivantes ont présenté un rapport périodique : Allemagne, Australie, Autriche, Espagne, France, Italie, Japon, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Banque mondiale, PNUD, PNUE et ONUDI (documents UNEP/OzL.Pro/ExCom/97/12 à UNEP/OzL.Pro/ExCom/97/16).

³ Le Comité exécutif a demandé que des renseignements détaillés sur chacun des projets soient mis à la disposition des membres du Comité et une version papier fournie sur demande (décision 19/23). La base de données du rapport périodique global est disponible sur le portail dédié à la 97^e réunion sur le site Internet du Fonds multilatéral, dans un chiffrier Microsoft Excel.

⁴ Le Comité exécutif a accepté avec satisfaction, à sa 77^e réunion, les contributions supplémentaires annoncées par 17 pays non visés à l'article 5 pour appuyer le démarrage rapide de la mise en œuvre de l'amendement de Kigali, faisant observer que ce financement était ponctuel et qu'il ne remplacerait pas les contributions des pays donateurs. Les Parties contributrices sont l'Allemagne, l'Australie, le Canada, le Danemark, les États-Unis d'Amérique, la Finlande, la France, l'Irlande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Suède et la Suisse.

tonnes PAO pour toutes les substances réglementées, à l'exception des HFC qui sont mesurés en tonnes métriques (tm) et en tonnes d'éq. CO₂⁵.

Processus d'examen par le Secrétariat

3. Le Secrétariat a examiné séparément tous les rapports périodiques annuels présentés par les agences bilatérales et d'exécution. L'examen a été effectué en fonction des jalons déterminés pour les projets d'investissement et les projets ne portant pas sur des investissements, notamment la signature des accords ; la date du premier décaissement ; l'état d'avancement des achats d'équipements et de leur installation ; l'état d'avancement des services devant être fournis, y compris la formation des techniciens en réfrigération et des agents des douanes ; le niveau de décaissement des sommes approuvées ; l'achèvement opérationnel et financier du projet ; et la remise du solde des fonds.

4. Des problèmes potentiels ont été relevés pendant l'examen des projets, notamment la non-signature des accords en raison de retards dans leur approbation administrative ; l'absence d'administrateur au Bureau national de l'ozone ; l'absence de rapports périodiques financiers ; les retards dans la procédure de passation des marchés essentiellement attribuables à des problèmes liés à la chaîne d'approvisionnement qui ont surtout nui à la disponibilité des identificateurs de réfrigérants ; l'absence de technologies de remplacement sur les marchés locaux ; la difficulté à recruter des experts techniques et des consultants pour l'exécution d'activités spécialisées ; et les problèmes de sécurité dans les pays. Tous les projets pour lesquels des questions demeuraient en suspens présentaient un faible niveau de décaissement des fonds approuvés et/ou ont dû soumettre une demande de prolongation du délai de mise en œuvre.

5. Le Secrétariat s'est également entretenu à plusieurs reprises avec les agences bilatérales et d'exécution concernant les projets et activités pour lesquels des questions étaient suspens, et plusieurs de ces questions ont été réglées de façon satisfaisante. S'agissant des projets et des activités pour lesquels les questions n'ont pas pu être réglées, les recommandations proposées pour examen par le Comité exécutif ont été examinées et convenues avec les agences bilatérales et d'exécution. Les projets et activités pour lesquels une prolongation du délai de mise en œuvre a été demandée sont examinés dans les documents principaux, tandis que la liste des projets⁶ pour lesquels des questions demeurent en suspens figure à l'annexe III de chaque rapport périodique des agences bilatérales et d'exécution. Les recommandations seront abordées dans le cadre de l'examen de chacun de ces rapports à la 97^e réunion.

6. Conformément à la décision 84/45 c), le Secrétariat a recensé tous les éléments des accords pluriannuels dont la mise en œuvre accusait du retard et en a informé les agences bilatérales et d'exécution concernées. Les recommandations du Secrétariat figurent à l'annexe III de chaque rapport périodique des agences bilatérales et d'exécution.

7. Le présent document fait la synthèse des progrès réalisés dans l'exécution des projets approuvés au titre des contributions ordinaires et des contributions supplémentaires volontaires pour 2024 et des progrès cumulatifs depuis 1991, tenant compte de toutes les substances réglementées en vertu du Protocole de Montréal, y compris les substances figurant à l'annexe F (HFC). Il examine également l'état d'avancement de chaque projet en cours⁷ au niveau des pays. En outre, il recense les projets présentant des retards dans

⁵ Conformément à la décision 84/12 a) iv), la mesure des HFC exprimée en tonnes eq. CO₂ est incluse dans les rapports périodiques soumis à la 97^e réunion.

⁶ À l'exception de ceux examinés dans les propositions de projet pertinentes ou dans les rapports sur les projets comportant des exigences particulières de remise de rapports (UNEP/OzL.Pro/ExCom/97/17 et UNEP/OzL.Pro/ExCom/97/18).

⁷ Il s'agit des projets qui étaient en cours au 31 décembre 2024. Les principaux indicateurs de progrès sont le pourcentage des sommes décaissées et le pourcentage de projets ayant commencé à décaisser des fonds ; le financement devant être décaissé d'ici la fin de l'année exprimé en pourcentage du financement approuvé ; les retards moyens prévus dans l'exécution ; et les renseignements consignés dans la colonne réservée aux observations dans la base de données des rapports périodiques.

l'exécution, décrit leur incidence potentielle sur l'élimination des substances réglementées, et fait état des projets comportant des questions en suspens pour examen par le Comité exécutif. Le présent document comprend également un rapport final, conformément à la décision 95/12 c)⁸, sur les résultats des projets d'investissement liés aux HFC financés par les contributions volontaires supplémentaires à l'appui du démarrage rapide de la réduction des HFC.

8. Les rapports périodiques des agences bilatérales ou d'exécution ne comprenaient pas de question d'orientation pour examen par le Comité exécutif. De même, le Secrétariat n'a pas relevé de question d'orientation dans son examen des rapports périodiques.

Progrès réalisés dans la mise en œuvre projets en 2024 et progrès cumulatifs depuis 1991

9. En date du 31 décembre 2024, le Comité exécutif avait approuvé l'octroi de 4,27 milliards de dollars des États-Unis (ci-après « dollars ») à des projets d'agences bilatérales et d'exécution, soit 3,82 milliards de dollars pour la mise en œuvre de projets d'investissement et de projets ne portant pas sur des investissements et 449,74 millions de dollars pour les coûts d'appui d'agence, comme indiqué au tableau 1.

Tableau 1. Financement approuvé par secteur et par agence au 31 décembre 2024 (\$US)

Secteur	PNUD	PNUE	ONUDI	Banque mondiale	Agences bilatérales	Total
Aérosols	26 054 837	882 689	34 397 921	22 984 030	2 051 914	86 371 391
Destruction	4 436 037	4 090 040	5 845 540	600 000	2 046 282	17 017 899
Efficacité énergétique	2 362 019	3 510 000	3 922 688	1 095 689	3 315 995	14 206 391
Lutte contre l'incendie	0	0	0	0	0	0
Mousses	174 543 644	0	88 540 224	136 059 064	8 093 731	407 236 662
Halons	4 996 973	767 640	1 780 369	70 221 038	6 147 361	83 913 381
Plan de réduction des HFC	16 001 127	10 226 124	25 910 369	5 665 704	1 812 669	59 615 993
Fumigènes	20 081 241	2 614 366	78 028 741	5 837 887	18 226 925	124 789 159
Secteurs multiples	0	0	139 440	2 341 168	0	2 480 608
Autres	0	0	11 317 246	5 059 360	0	16 376 606
Plan d'élimination	427 990 351	93 199 042	428 605 072	223 065 129	83 336 518	1 256 196 111
Agents de transformation	1 286 923	0	6 337 359	114 342 497	0	121 966 779
Production	1 060 066	0	50 638 105	422 973 496	10 000 000	484 671 667
Réfrigération	142 922 668	13 856 016	185 836 795	180 473 484	40 910 116	563 999 079
Divers	81 663 722	331 492 381	30 598 719	30 181 553	5 239 718	479 176 093
Solvants	63 699 997	198 860	23 247 443	10 237 394	2 512 738	99 896 432
Stérilisants	417 628	0	0	661 227	0	1 078 855
Total partiel	967 517 233	460 837 158	975 146 030	1 231 798 720	183 693 966	3 818 993 107
Coûts d'appui d'agence	134 117 165	37 507 755	129 056 352	131 018 159	18 039 532	449 738 964
Total	1 101 634 398	498 344 913	1 104 202 382	1 362 816 878	201 733 499	4 268 732 070

10. En 2024, 412 nouveaux projets et activités ont été approuvés. Ce niveau de financement devrait entraîner l'élimination de 488 616 tonnes PAO de SAO (consommation et production) et 8 705 tm (soit 17 999 535 tonnes éq. CO₂) de HFC (consommation). L'annexe I indique l'état d'avancement des projets par pays en 2024.

11. Le tableau 2 indique l'état d'avancement des projets, décaissement des fonds inclus, par type de projet au 31 décembre 2024. L'annexe II contient des informations analytiques remontant à 1991.

⁸ Le Comité exécutif a prié le Secrétariat d'inclure dans le rapport périodique global au 31 décembre 2024 un rapport final sur les résultats des six projets d'investissement financés par les contributions volontaires supplémentaires à l'appui au démarrage rapide de la réduction des HFC.

Tableau 2. État d'avancement des projets par type au 31 décembre 2024

Type	Nombre de projets*			Financement (\$US)**			
	Approuvés	Achevés	Achevés (%)	Approuvé	Décaissé	Solde	Décaissé (%)
Programme de pays	165	165	100	7 266 559	7 266 559	0	100
Démonstration	145	134	92	65 334 188	61 098 076	4 236 113	94
Renforcement des institutions	1 521	1 370	90	203 162 676	168 390 817	34 771 859	83
Investissement	3 473	3 130	90	2 954 378 397	2 743 326 048	211 052 349	93
Préparation de projet	2 094	1 871	89	116 185 625	100 792 790	15 392 834	87
Assistance technique	2 341	2 052	88	446 858 898	398 052 383	48 806 515	89
Formation	324	324	100	25 806 763	25 806 763	0	100
Total	10 063	9 046	90	3 818 993 107	3 504 733 436	314 259 671	92

*À l'exclusion des projets clos ou transférés.

**À l'exclusion des coûts d'appui d'agence.

12. Le résumé des activités et des projets mis en œuvre par les agences bilatérales et d'exécution en 2024 et de 1991 au 31 décembre 2024 (cumul) est présenté ci-dessous :

- a) **Élimination⁹** : En 2024, 9 170,8 tonnes PAO de SAO (consommation et production) et 97,5 tm (192 602 tonnes équ. CO₂) de HFC (consommation) ont été éliminées, et l'élimination de 7 362 tonnes PAO de SAO (consommation et production) et de 3 684 tm (8 445 053 tonnes équ. CO₂) de HFC (consommation) a été approuvée. Depuis 1991, 510 094 tonnes PAO ont été éliminées, sur un total prévu de 488 616 tonnes PAO de SAO (consommation et production), et 1 086 tm (1 606 380 tonnes équ. CO₂) de HFC (consommation) provenant de projets approuvés (à l'exclusion des projets annulés et transférés) ont été éliminées, sur un total prévu de 8 705 tm (17 999 535 tonnes équ. CO₂). En outre, en 2024, 109,9 tm (1 627 017 tonnes équ. CO₂) de HFC-23 (produit dérivé) ont été détruites. Depuis 2022, sur un total prévu de 1 274,3 tm (18 858 948 tonnes équ. CO₂) de HFC-23 provenant de projets approuvés, 314,1 tm (4 648 938 tonnes équ. CO₂) ont été détruites ;
- b) **Décaissements/approbations** : En 2024, 94,54 millions de dollars ont été décaissés et 85,53 millions de dollars devaient être décaissés sur la base du rapport périodique 2023, soit un taux de décaissement de 111 % par rapport aux prévisions. Le total cumulé des décaissements s'élève à 3,5 milliards de dollars sur le total de 3,82 milliards de dollars approuvés pour décaissement (à l'exclusion des coûts d'appui d'agence), soit un taux de décaissement de 92 %. En 2024, 155,62 millions de dollars ont été approuvés pour la mise en œuvre ;
- c) **Rapport coût-efficacité (en PAO)¹⁰** : Depuis 1991, le rapport coût-efficacité moyen des projets d'investissement approuvés menant à une réduction permanente de la consommation est de 8,73 \$US/kg. Le rapport coût-efficacité pour le secteur de la production était de 4,56 \$US/kg. Le rapport coût-efficacité moyen par tonne PAO des projets d'investissement achevés s'est établi à 5,39 \$US/kg pour les projets achevés et à 12,46 \$US/kg pour les projets en cours¹¹ ;

⁹ L'élimination des SAO est exprimée en tonnes PAO et l'élimination des HFC, en tm et en tonnes d'équ. CO₂.

¹⁰ Dont 8 705 tm pour les projets liés aux HFC. La rentabilité en équ. CO₂ n'a pas été calculée en raison du faible nombre de projets approuvés.

¹¹ Le rapport coût-efficacité plus élevé des projets en cours s'explique dans une large mesure par les valeurs de PAO plus basses des HCFC, mais aussi par la manière dont les activités d'élimination sont attribuées par les agences. Le

- d) **Nombre de projets menés à terme** : En 2024, 245 projets ont été achevés. Depuis 1991, 9 046 des 10 063 projets (à l'exclusion des projets clos ou transférés financés par le Fonds multilatéral ont été achevés, ce qui représente un taux d'achèvement de 90 % ;
- e) **Délai d'exécution des projets d'investissement** : Les projets achevés en 2024 ont pris fin en moyenne 46 mois après leur approbation. Depuis 1991, le délai d'exécution moyen des projets d'investissement est de 38 mois après l'approbation. En moyenne, le premier décaissement a été effectué 14 mois après l'approbation ;
- f) **Délai d'exécution des projets ne portant pas sur des investissements** : Les projets achevés en 2024 ont été achevés en moyenne 39 mois après leur approbation. Depuis 1991, le délai d'exécution moyen des projets ne portant pas sur des investissements est de 38 mois après l'approbation. En moyenne, le premier décaissement a été effectué 12 mois après l'approbation ;
- g) **Préparation de projets** : Des 2 094 activités de préparation de projet approuvées jusqu'à la fin de 2024, 1 871 ont été achevées ; les autres projets (223) sont en cours. En 2024, 82 activités de préparation de projet ont été approuvées et 76 ont été achevées ;
- h) **Retards dans la mise en œuvre** : Au total, 1 017 projets étaient en cours à la fin de 2024, et le retard moyen était de huit mois. Soixante-dix-huit de ces projets sont considérés comme des « projets présentant des retards de mise en œuvre »¹², qui sont soumis aux procédures d'annulation de projet (la préparation de projets et le soutien aux institutions sont des projets de démonstration et, à ce titre, ne sont pas soumis à ces procédures) ; et
- i) **APA** : En 2024, 1 plan de gestion de l'élimination de la production de HCFC, 151 APA portant sur des plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH), 67 APA portant sur des plans de mise en œuvre de l'amendement de Kigali pour les HFC et deux APA pour le contrôle et l'élimination des émissions de HFC-23 étaient en cours de mise en œuvre. Depuis 1991, 541 APA ont été approuvés et 320 ont été menés à bien, ce qui représente un taux d'achèvement de 59 %. L'annexe IV résume le financement total approuvé et décaissé pour les activités relatives à des PGEH au niveau des pays.

13. Le tableau 3 résume les progrès accomplis par les agences bilatérales et d'exécution depuis 1991.

Tableau 3. Progrès réalisés par les agences bilatérales et d'exécution depuis 1991

Élimination		HFC-23 détruits	Décaissement (\$US)	Rapport coût-efficacité moyen (\$US/kg)			Nombre de projets		Délai d'exécution (mois)		Retard moyen (mois)	Nombre d'APA	
Tonnes PAO*	Tonnes éq. CO ₂ **	Tonnes éq. CO ₂ ***		Consommation	Production	Émissions de HFC-23	Approuvés	Achevés	Investissement	Autres projets		Approuvés	Achevés
510 094	1 606 380	4 648 938	3 504 733 436	8,73	4,56	0,66	10 063	9 046	38	38	8	541	320

* Consommation et production de SAO.

** Projets liés aux HFC.

*** D'après les propositions de projet.

rapport coût-efficacité des APA portant sur des PGEH est de 56,53 \$US/kg PAO ; de 23,93 \$US/kg PAO pour la phase I du plan de gestion de l'élimination de la production de HCFC et de 4,16 \$US/kg PAO pour la phase II de ce plan.

¹² Projets approuvés sur 18 mois présentant un taux de décaissement inférieur à 1 % ou projets qui n'avaient pas été achevés 12 mois après la date d'achèvement proposée dans le rapport périodique (décision 22/61). Conformément à la décision 84/45 c), les éléments des APA sont soumis à une procédure d'annulation.

Projets liés aux HFC

14. Au 31 décembre 2024, le Comité exécutif avait approuvé 545 projets liés aux HFC (dont 10 projets de démonstration, 117 projets d'investissement, 200 activités de préparation de projet et 218 projets d'assistance technique) s'élevant à 102 482 622 dollars (hors coûts d'appui d'agence) pour l'élimination de 8 705 tm (17 999 535 tonnes éq. CO₂) de HFC (consommation). L'état d'avancement de ces projets est résumé au tableau 4 et les données y relatives ont déjà été présentées aux paragraphes 9 à 13.

Tableau 4. Projets approuvés liés aux HFC*

Type	Nombre de projets*			Financement (\$ US)**			
	Approuvés	Achevés	Achevés (%)	Approuvé	Décaissé	Solde	Décaissé (%)
Démonstration	10	0	0	4 232 415	189 962	4 042 453	4
Investissement	117	14	12	56 214 082	16 083 018	40 131 064	29
Préparation de projet	200	107	54	19 179 406	12 407 711	6 771 695	65
Assistance technique	218	159	73	22 856 718	17 689 339	5 167 379	77
Total	545	280	51	102 482 622	46 370 030	56 112 592	45

* À l'exclusion des projets clos ou transférés.

** À l'exclusion des coûts d'appui d'agence.

15. À la fin de 2024, sur les 545 projets, 14 projets d'investissement, 107 activités de préparation de projet et 159 projets d'assistance technique avaient été achevés, et, par conséquent, 265 projets étaient en cours. Ces activités en sont à différents stades de leur mise en œuvre.

16. Sur le financement cumulatif total approuvé de 102 482 622 dollars (à l'exclusion des coûts d'appui d'agence), 46 370 030 dollars ont été décaissés, ce qui représente un taux de décaissement de 45 %.

17. L'annexe III fournit des informations sur tous les projets et activités liés aux HFC qui relèvent du Fonds multilatéral, quelle que soit la source de financement, au niveau national, faisant le point sur la ratification de l'amendement de Kigali et le système d'octroi de permis pour les HFC.

Problèmes relevés dans la mise en œuvre de projets en 2024

18. Sur la base des dates d'achèvement prévues figurant dans le rapport périodique 2023 et des résultats présentés dans les rapports périodiques 2024, les agences bilatérales et d'exécution ont achevé 56 % des projets qu'elles avaient prévu de terminer en 2024. Sur les 643 projets en cours (hors renforcement des institutions et préparation de projets), 194 ont révisé la date d'achèvement prévue depuis le rapport périodique 2023.

19. Les agences bilatérales et d'exécution affichent un taux global de décaissement de 111 % pour 2024. À l'échelle nationale/régionale, 63 pays (régions comprises) ont enregistré un taux de décaissement supérieur à 85%, et 39 pays, un taux de décaissement inférieur à 50 %.

20. Les agences bilatérales et d'exécution sont invitées à rendre compte, à la 98^e réunion, de 78 projets en cours présentant des retards de mise en œuvre et de 14 tranches d'APA, renouvellements de projets de renforcement des institutions et activités de préparation de PGEH, pour lesquels il est recommandé de présenter un rapport périodique.

Rapport final sur les résultats des projets d'investissement financés par les contributions volontaires supplémentaires à l'appui au démarrage rapide de la réduction des HFC (décision 95/12 c))

21. Conformément à la décision 78/3 g), le Comité exécutif a approuvé six projets d'investissement liés aux HFC uniquement dans le secteur de la fabrication, financés par les contributions volontaires supplémentaires à l'appui au démarrage rapide de la réduction des HFC. Tous les projets ont été menés à

bien. La présente section contient le rapport final présenté conformément à la décision 95/12 c). Les principaux résultats sont résumés au tableau 5, et des précisions sont fournies aux paragraphes 22 à 27.

Tableau 5. Résumé des principaux résultats des projets d'investissement liés aux HFC approuvés conformément à la décision 78/3 g)

Pays, titre et code du projet	Agence	Impact (élimination)		Date d'approbation	Date d'achèvement
		Tm	Tonnes éq. CO ₂		
Bangladesh : Projet de conversion pour le remplacement du HFC-134a par l'isobutane comme réfrigérant dans la fabrication de réfrigérateurs domestiques, et du compresseur à mouvement alternatif (HFC-134a) par un compresseur à haut rendement énergétique (isobutane) ; Walton Hi-Tech Industries Limited (BGD/REF/80/INV/01+).	PNUD	230,63 (HFC-134a)	329 801 (HFC-134a)	nov. 2017	déc. 2019
Argentine : Projet de conversion pour le remplacement du HFC-134a par un réfrigérant à base d'isobutane (R-600a)/propane (R-290) dans la fabrication d'équipements de réfrigération domestiques et commerciaux ; Briket, Bambi et Mabe-Kronen (ARG/REF/81/INV/01+).	ONUDI	96,55 (HFC-134a)	138 069 (HFC-134a)	juin 2018	juin 2022
Liban : Projet de conversion pour le remplacement du HFC-134a et du HFC-404A par le R-600a et le R-290 dans les appareils de réfrigération domestiques ; Lematic Industries (LEB/REF/81/INV/03+).	ONUDI	78,46 (HFC-134a); 34,08 (R-404A)	112 198 (HFC-134a) 133 662 (R-404A)	juin 2018	déc. 2020
Mexique : Projet de conversion de deux usines de fabrication d'équipements de réfrigération commerciaux pour le remplacement des réfrigérants HFC-134a et R-404A par du propane (R-290) et de l'isobutane (R-600a) ; Imbera (MEX/REF/81/INV/04+).	ONUDI	70,96 (HFC-134a); 5,91 (R-404A)	101 470 (HFC-134a) 23 187 (R-404A)	juin 2018	déc. 2021
Chine : Projet de conversion d'installations d'un fabricant d'équipements de réfrigération domestiques pour le remplacement des C5+HFC-245fa par des C5+HFO ; (Hisense Kelon) (CPR/FOA/82/INV/06+).	PNUD	250,00 (HFC-245fa)	257 500 (HFC-245fa)	déc. 2018	juin 2021
Thaïlande : Projet de conversion pour le remplacement des réfrigérants HFC par du propane (R-290) et de l'isobutane (R-600a) dans la fabrication d'équipements de réfrigération commerciaux ; Pattana Intercool Co. Ltd. (THA/REF/82/INV/03+).	Banque mondiale	8,78 (HFC-134a)	12 555 (HFC-134a)	déc. 2018	déc. 2021

Projet de conversion – Walton Hitech Industries Limited (Bangladesh)

22. Le projet a permis de convertir avec succès les installations de l'entreprise aux technologies à base d'hydrocarbures (HC), qui, d'après des estimations, améliorent le rendement énergétique d'au moins 10 % par rapport aux anciens équipements utilisant du HFC-134a. Walton étant le principal fabricant de réfrigérateurs domestiques sur le marché local, cette conversion a dans une large mesure contribué à freiner la croissance de l'utilisation du HFC-134a dans les réfrigérateurs domestiques dans le pays. Les principales difficultés liées à la mise en œuvre ont été la reconception des compresseurs visant à les adapter au R-600a, la modification des processus de fabrication pour garantir la manipulation sécuritaire des réfrigérants inflammables et les investissements supplémentaires dans des chambres d'essai qui devaient être effectués afin de tester les équipements à base d'HC.

Projet de conversion – Briket, Bambi et Mabe-Kronen (Argentine)

23. Le projet, qui devait être achevé en juin 2020, a pris du retard en raison des restrictions liées à la pandémie de COVID-19. Les difficultés rencontrées dans la chaîne d'approvisionnement ont eu une incidence sur l'achat, l'installation et la mise en service des équipements de fabrication utilisant du R-600a, ainsi que sur la formation à l'utilisation sécuritaire des HC dans la fabrication et l'entretien des réfrigérateurs. Mentionnons également le développement de produits permettant une utilisation sûre des hydrocarbures et le renforcement des capacités du personnel des usines et des autres parties prenantes concernées en matière de protocoles de sécurité. Ces difficultés ont pu être surmontées grâce à des interventions techniques ciblées dans la conception des produits, à des efforts de sensibilisation et à des activités de formation à la sécurité. Les trois entreprises ont pu adopter des technologies à base d'HC qui, d'après des estimations, améliorent le rendement énergétique d'au moins 10 % par rapport aux produits à base de HFC-134a. Le projet a permis d'intégrer durablement des technologies à base d'HC efficaces sur le plan énergétique dans la fabrication de réfrigérateurs domestiques dans le pays et a contribué au renforcement des capacités locales en matière de manipulation des HC lors de l'entretien. Un appui à l'amélioration de l'efficacité énergétique de ces technologies a été apporté dans le cadre d'un projet visant à promouvoir la production de réfrigérateurs à haute efficacité énergétique en Argentine dans le contexte de la réduction des HFC, financé par le K-CEP (programme pour l'efficacité du refroidissement dans le cadre de l'amendement de Kigali) et mis en œuvre par l'ONUDI.

Projet de conversion – Lematic Industries (Liban)

24. L'entreprise a réussi à convertir durablement ses installations au R-600a et au R-290, ce dernier étant utilisé dans certains équipements de réfrigération commerciaux. Cette conversion a permis d'accroître l'efficacité énergétique d'environ 20 %. L'une des principales difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre a été la nécessité de renforcer les capacités et d'assurer une formation à la manipulation sécuritaire des HC dans la fabrication et l'entretien des équipements de réfrigération. Cet obstacle a été surmonté grâce à des efforts ciblés de formation et de renforcement des capacités, qui ont facilité l'adoption de technologies à base d'HC sur le marché. En outre, le coût des composants à base d'HC efficaces sur le plan énergétique étant plus élevé, l'entreprise a été confrontée à une concurrence plus vive de la part des produits importés. La conversion de ses installations de fabrication à des technologies à haut rendement énergétique à base d'HC a néanmoins contribué à enrayer la croissance de la consommation de HFC dans le pays.

Projet de conversion – Imbera (Mexique)

25. L'entreprise a réussi à convertir de manière durable ses installations de fabrication afin d'utiliser les réfrigérants R-600a et R-290, ce qui lui a permis d'accroître, d'après des estimations, l'efficacité énergétique de plus de 10 % par rapport à l'équipement de référence grâce à une conception améliorée des produits et à la mise à niveau des composants. Le projet a également contribué à ralentir la croissance de la consommation de HFC dans le pays. Il a connu des retards mineurs, principalement dus aux restrictions liées à la pandémie de COVID-19. Les principales difficultés rencontrées dans la mise en œuvre ont été la

nécessité de renforcer les capacités et d'assurer une formation à la manipulation sécuritaire des HC dans la fabrication et l'entretien des équipements de réfrigération, ainsi que les retards dans l'élaboration de normes d'inflammabilité pour les réfrigérants à base d'HC dans les appareils de réfrigération commerciaux de plus grande taille. L'engagement de l'entreprise à suivre de près les activités du projet a favorisé le respect du délai d'exécution. De plus, les activités de formation et de renforcement des capacités à l'utilisation des réfrigérants à base d'HC ont facilité l'adoption de ces technologies par le marché.

Projet de conversion – Hisense Kelon (Chine)

26. Le projet, qui devait être achevé en décembre 2020, a pris du retard en raison des restrictions liées à la pandémie de COVID-19. L'une des principales difficultés consistait à augmenter la densité de la mousse afin de maintenir la résistance du produit ; il a fallu accroître la quantité d'HFO dans la formulation de la mousse, ce qui s'est traduit par une augmentation des coûts des composants en mousse des réfrigérateurs domestiques utilisant des produits de remplacement à base d'HFO au lieu du HFC-245fa. L'entreprise a également dû investir davantage dans ses différentes installations de mélange et de stockage afin de faire face à l'instabilité accrue et au coût supérieur des HFO par rapport à celui du HFC-245fa. Malgré ces embûches, le projet a permis de mieux comprendre les modifications devant être apportées aux installations de fabrication de mousse pour l'utilisation des HFO, y compris l'optimisation de la formulation afin de garantir des performances fiables. Il a également contribué à réduire l'utilisation du HFC-245fa dans les activités de fabrication de réfrigérateurs domestiques de l'entreprise et à diminuer la consommation d'énergie des réfrigérateurs domestiques utilisant de la mousse à base d'HFO.

Projet de conversion – Pattana Intercool Co. Ltd. (Thaïlande)

27. La proposition de projet initiale prévoyait le remplacement du HFC-134a par du R-600a ou du R-290 dans les petits appareils de réfrigération commerciaux autonomes. Cependant, le R-290 a été privilégié en raison de son rendement énergétique supérieur et de la conception particulière des équipements de l'entreprise. La réalisation du projet a été retardée en raison des restrictions liées à la pandémie de COVID-19, notamment les interdictions de voyager qui ont empêché les experts techniques de procéder à la mise en service des équipements sur place et d'assurer une formation à l'utilisation sécuritaire des solutions de remplacement à base d'HC. Ces restrictions se sont également répercutées sur les visites de contrôle et de supervision sur place, ainsi que sur la finalisation du plan de gestion environnementale des nouvelles installations et la réalisation de l'audit de sécurité final. Malgré ces difficultés, l'entreprise a réussi à utiliser le R-290 dans la fabrication de ses équipements de réfrigération commerciaux, améliorant ainsi leurs performances de refroidissement et leur rendement énergétique. Cela devrait encourager d'autres entreprises à utiliser le R-290 dans la fabrication d'équipements similaires. En plus d'autofinancer certaines dépenses d'immobilisations, l'entreprise a apporté des modifications innovantes à la conception faisant appel à l'Internet des objets, qui ont permis de mieux contrôler les équipements à l'aide d'appareils tels que les smartphones et les ordinateurs personnels. Le projet a abouti à une conversion durable grâce à la réduction des coûts de fabrication, attribuable à l'utilisation de réfrigérants et de composants plus abordables pour les équipements utilisant du R-290, à l'amélioration des performances des équipements et à une meilleure compréhension de l'utilisation des réfrigérants à base d'HC.

28. Le Comité exécutif souhaitera peut-être prendre note du rapport final sur les résultats des six projets d'investissement financés à l'aide des contributions volontaires supplémentaires à l'appui au démarrage rapide de la réduction des HFC.

Observations du Secrétariat

29. Le Secrétariat a fait observer que certains projets avaient pris du retard en raison de problèmes opérationnels. Conformément à la décision 82/11 b), les demandes de prolongation du délai d'exécution (diverses dates d'achèvement jusqu'au 31 décembre 2027) figurent dans les rapports périodiques des agences d'exécution et doivent être approuvées par le Comité exécutif. Il s'agit des projets suivants : les

PGEH de l'Algérie, de la Jordanie, du Niger et du Soudan (ONUDI) ; un projet d'investissement au Zimbabwe (France et PNUD) ; et diverses activités liées à l'établissement de l'inventaire national des stocks de substances réglementées (décision 91/66) (toutes les agences). En outre, l'annulation éventuelle des phases I et II du PGEH de l'Afghanistan (ONUDI), ainsi que les rapports concernant les PGEH de la Géorgie (PNUD) et de l'Ouganda (PNUE), soumis conformément à la décision 95/34 a), sont également abordés dans les rapports périodiques respectifs.

30. Les agences ont continué à fournir des informations sur les mesures spécifiques prises pour combler les retards dans la mise en œuvre des activités, y compris l'analyse des causes fondamentales et la prévention de tels retards. Les principaux problèmes relevés sont sensiblement les mêmes que ceux qui sont indiqués dans le rapport périodique 2023 : les retards dans l'achat et la distribution des équipements, essentiellement attribuables aux retards dans la livraison des identificateurs de réfrigérants ; l'adoption plus lente par le marché des technologies à faible potentiel de réchauffement planétaire ; les changements structurels au sein du gouvernement, notamment au sein du service national de l'ozone ; la situation politique et sécuritaire ; la difficulté à recruter des experts techniques et des consultants pour la réalisation des études de projet, notamment pour les activités liées à l'établissement de l'inventaire national des stocks de substances réglementées et à l'élaboration d'un plan national de gestion de ces substances ; et les retards dans la communication des rapports, imputables aux capacités insuffisantes du service national de l'ozone. Les principales mesures prises par les agences comprennent l'élaboration de procédures pour l'achat d'équipements en temps utile en vertu d'accords à long terme avec des fournisseurs qualifiés ; une coordination étroite entre le service national de l'ozone et l'industrie, la mise en œuvre de programmes ciblés et l'élimination des obstacles techniques et opérationnels par le biais d'activités de projet, dans le but de promouvoir l'adoption de technologies de remplacement à faible potentiel de réchauffement planétaire ; une coordination étroite avec les gouvernements, y compris la tenue de consultations pendant les réunions du réseau et d'autres réunions portant sur des questions spécifiques d'intérêt national, et l'établissement de plans d'action pour régler les questions administratives ; l'augmentation du nombre de consultants et d'experts techniques pouvant mener des études de projet, notamment pour les activités liées à l'établissement de l'inventaire national des stocks de substances réglementées et du plan national de gestion de ces substances, et le renforcement des capacités des consultants dans des cas spécifiques ; et la formation et le renforcement des capacités du personnel du service national de l'ozone, ainsi que la participation de hauts fonctionnaires de l'État au suivi des progrès opérationnels et à la présentation de rapports à cet égard. À sa 93^e réunion, le Comité exécutif a approuvé une augmentation du soutien financier aux agences d'exécution pour renforcer leurs capacités à fournir une assistance technique et une aide à l'élaboration de politiques aux pays visés à l'article 5 au cours de la période triennale 2024-2026 (décision 93/95). Cette augmentation devrait permettre une mise en œuvre plus efficace de diverses activités, notamment dans les pays à faible consommation.

Intégration des questions de genre¹³

31. Toutes les agences ont pris différentes mesures, au niveau interne ainsi qu'au niveau des services nationaux de l'ozone et des projets, pour mettre en œuvre la Politique opérationnelle du Fonds multilatéral sur l'intégration des questions de genre. Ces mesures consistent principalement en l'élaboration d'un plan d'action pour l'intégration de la Politique pendant les phases de préparation et de mise en œuvre des projets ; la sensibilisation des services nationaux de l'ozone et d'autres parties prenantes à la Politique et la communication de renseignements à cet égard à ces services et parties prenantes ; et les mesures visant à assurer un meilleur équilibre des genres pendant la mise en œuvre des projets. Les agences travaillent en étroite collaboration avec leurs homologues nationaux et les unités concernées des projets pour assurer une bonne compréhension de la Politique ; prévoient des dispositions dans toutes les activités pour encourager la participation des femmes à différents niveaux (par exemple, en tant que consultantes, gestionnaires de

¹³ Le Comité exécutif a demandé aux agences bilatérales et d'exécution d'exposer brièvement dans leurs rapports périodiques globaux les principaux résultats obtenus eu égard à l'intégration des questions de genre, à compter de 2023, sur la base des informations dont elles disposent (décision 90/48 d)).

projets et stagiaires) ; collaborent avec les parties prenantes concernées pour recueillir des données ventilées par genre au cours des différentes activités des projets et recenser les problèmes rencontrés dans la mise en œuvre de la politique et le plan en matière de genre ; et prennent des mesures pour régler ces problèmes. Les agences diffusent également des informations sur les réussites, ce qui devrait renforcer la Politique sur l'intégration des questions de genre. Enfin, le PNUE organise, dans le cadre des réunions des réseaux régionaux relevant du Programme d'aide à la conformité, des séances destinées à promouvoir la Politique et les mesures à prendre pour veiller à sa bonne mise en œuvre.

Recommandation

32. Le Comité exécutif souhaitera peut-être prendre note :

- a) du rapport périodique global du Fonds multilatéral au 31 décembre 2024, y compris le rapport final sur les résultats des six projets d'investissement financés par les contributions volontaires supplémentaires à l'appui au démarrage rapide de la réduction des HFC conformément à la décision 95/12 c), figurant dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/97/11 ;
- b) avec satisfaction, des efforts entrepris par les agences bilatérales et d'exécution pour faire rapport sur leurs activités de 2024 ; et
- c) que les agences bilatérales et d'exécution feront rapport à la 98^e réunion sur 78 projets dont la mise en œuvre accuse du retard et 14 projets en cours pour lesquels il est recommandé de présenter un rapport de situation supplémentaire, qui figurent dans l'annexe III de chacun de leurs rapports périodiques.

Annexe I

APERÇU DE L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES PROJETS
PAR PAYS EN 2024

1. Le tableau 1 de l'annexe I fait le point sur la mise en œuvre des projets par pays en 2024, notamment sur l'élimination, les décaissements prévus et réalisés, et les projets achevés.

Tableau 1. État d'avancement des projets – 2024

Pays	Élimination en 2024 (tonnes PAO)*	Élimination en 2024 (tonnes éq. CO ₂)*	Estimation des sommes décaissées en 2024 (\$US)	Sommes décaissées en 2024 (\$US)	Pourcentage des sommes décaissées par rapport à l'estimation en 2024	Pourcentage de projets prévus achevés en 2024**
Afghanistan	0,0	0	20 003	12 556	63	0
Afrique du Sud	0,0	0	870 003	655 905	75	0
Albanie	0,0	0	213 746	178 960	84	100
Algérie	0,0	0	287 737	131 577	46	60
Angola	0,0	0	382 286	204 587	54	50
Antigua-et-Barbuda	0,0	0	80 000	39 292	49	100
Arabie saoudite	0,0	0	169 104	330 363	195	100
Argentine	50,5	0	1 735 129	1 840 238	106	0
Arménie	0,0	0	102 310	184 373	180	100
Bahamas	0,0	0	103 100	104 324	101	100
Bahreïn	16,0	0	232 375	318 484	137	100
Bangladesh	6,8	0	643 019	1 190 444	185	0
Barbade	0,0	0	170 630	123 880	73	0
Belize	0,0	0	103 369	115 632	112	100
Bénin	0,0	0	232 954	300 648	129	100
Bhoutan	0,0	0	98 365	70 652	72	0
Bolivie (État plurinational de)	5,1	10 000	333 604	279 057	84	100
Bosnie-Herzégovine	0,0	0	130 003	230 064	177	0
Botswana	0,0	0	312 524	425 144	136	25
Brésil	74,4	0	2 570 559	5 046 925	196	100
Brunéi Darussalam	0,0	0	179 108	93 095	52	0
Burkina Faso	0,0	0	305 070	253 224	83	
Burundi	0,0	0	79 951	60 506	76	100
Cabo Verde	0,0	0	293 958	128 190	44	0
Cambodge	0,4	0	271 998	204 047	75	100
Cameroun	3,2	5 666	207 000	264 453	128	
Chili	0,0	0	601 363	343 311	57	0
Chine	8 344,6	0	24 468 048	35 782 351	146	40
Colombie	3,7	0	680 264	603 230	89	100
Comores	0,0	0	107 220	71 290	66	100
Congo	0,0	0	93 958	52 364	56	100
Costa Rica	0,0	0	307 366	332 679	108	
Côte d'Ivoire	0,0	0	270 072	265 401	98	50
Cuba	0,0	0	304 597	283 308	93	100
Djibouti	0,0	0	94 750	8 080	9	0
Dominique	0,1	0	212 129	156 754	74	100
Égypte	21,5	0	3 417 472	4 690 607	137	43
El Salvador	4,1	0	205 763	165 291	80	33
Équateur	29,6	54 901	531 003	611 429	115	100
Érythrée	0,3	0	208 750	297 050	142	
Eswatini (Royaume d')	0,0	0	141 500	139 400	99	100

Pays	Élimination en 2024 (tonnes PAO)*	Élimination en 2024 (tonnes éq. CO ₂)*	Estimation des sommes décaissées en 2024 (\$US)	Sommes décaissées en 2024 (\$US)	Pourcentage des sommes décaissées par rapport à l'estimation en 2024	Pourcentage de projets prévus achevés en 2024**
Éthiopie	0,0	0	258 500	304 396	118	67
Fidji	0,0	0	310 808	110 417	36	0
Gabon	0,0	0	171 377	178 700	104	50
Gambie	0,0	0	287 400	253 986	88	50
Géorgie	0,0	0	100 356	238 822	238	100
Ghana	0,0	0	200 881	206 505	103	100
Grenade	0,0	0	249 991	52 148	21	50
Guatemala	40,6	80 000	184 445	136 933	74	
Guinée	0,0	0	153 751	204 838	133	33
Guinée-Bissau	0,0	0	92 353	23 916	26	25
Guinée équatoriale	0,0	0	152 340	72 913	48	50
Guyana	0,0	0	186 028	71 250	38	50
Haïti	0,0	0	49 720	59 607	120	100
Honduras	0,0	0	237 326	219 299	92	50
Îles Cook	0,0	0	173 811	21 686	12	100
Îles Marshall	0,0	0	78 540	69 284	88	0
Îles Salomon	0,0	0	217 208	84 625	39	100
Inde	188,0	0	3 800 527	1 694 046	45	100
Indonésie	63,7	0	1 758 721	884 658	50	80
Iran (République islamique d')	6,6	0	1 114 485	544 805	49	20
Iraq	0,0	0	520 255	186 117	36	100
Jamaïque	0,0	0	172 809	99 659	58	0
Jordanie	42,6	0	1 099 858	949 056	86	75
Kenya	0,0	0	375 730	240 560	64	0
Kirghizistan	0,0	0	206 586	247 298	120	50
Kiribati	0,0	0	224 175	35 888	16	
Koweït	0,0	0	1 054 890	564 760	54	0
Lesotho	0,0	0	171 112	166 655	97	50
Liban	1,1	0	436 680	381 384	87	100
Libéria	0,0	0	291 448	207 467	71	0
Libye	9,8	0	307 951	479 468	156	
Macédoine du Nord	13,4	3 947	293 002	241 323	82	0
Madagascar	3,4	0	108 240	35 449	33	
Malaisie	0,0	0	917 681	517 444	56	100
Malawi	49,0	0	183 750	279 258	152	100
Maldives	0,0	0	194 563	124 246	64	33
Mali	0,0	0	160 720	28 000	17	25
Maroc	0,0	0	315 001	305 174	97	0
Maurice	0,0	0	264 001	111 791	42	0
Mauritanie	2,2	0	96 875	104 886	108	50
Mexique	24,0	0	2 980 513	2 711 888	91	88
Micronésie (États fédérés de)	0,0	0	180 180	61 633	34	100
Mongolie	0,0	0	243 979	188 747	77	50
Monténégro	0,0	0	149 000	78 173	52	100
Mozambique	0,0	0	304 764	291 081	96	33
Myanmar	0,4	0	45 002	0	0	57
Namibie	0,0	0	345 137	179 559	52	0
Nauru	0,0	0	116 395	7 030	6	0
Népal	5,5	0	141 687	122 364	86	67
Nicaragua	0,5	0	308 790	115 057	37	

Pays	Élimination en 2024 (tonnes PAO)*	Élimination en 2024 (tonnes éq. CO ₂)*	Estimation des sommes décaissées en 2024 (\$US)	Sommes décaissées en 2024 (\$US)	Pourcentage des sommes décaissées par rapport à l'estimation en 2024	Pourcentage de projets prévus achevés en 2024**
Niger	17,1	36 888	142 370	160 722	113	100
Nigéria	26,3	0	1 551 211	1 931 247	124	70
Nioué	0,0	0	103 468	52 275	51	
Oman	2,5	0	262 664	125 033	48	0
Ouganda	0,0	0	50 103	116 118	232	100
Pakistan	5,4	0	1 207 374	712 645	59	100
Palau	0,0	0	163 000	79 941	49	
Panama	0,0	0	293 803	203 384	69	100
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,0	0	80 000	29 135	36	0
Paraguay	1,4	0	159 910	162 068	101	100
Pérou	2,0	0	596 226	316 943	53	0
Philippines	0,0	0	519 976	329 207	63	0
Qatar	0,0	0	237 585	220 586	93	67
République arabe syrienne	0,0	0	787 614	353 469	45	0
République démocratique du Congo	0,0	0	194 131	88 635	46	0
République démocratique populaire lao	0,0	0	210 600	221 553	105	80
République de Moldova	0,3	0	162 812	188 386	116	100
République dominicaine	0,7	1 200	596 602	209 906	35	100
République populaire démocratique de Corée	0,4	0	3	1	18	
République-Unie de Tanzanie	0,0	0	236 853	373 157	158	25
Rwanda	0,3	0	222 700	256 089	115	100
Saint-Kitts-et-Nevis	0,1	0	113 425	168 600	149	100
Sainte-Lucie	0,0	0	223 053	123 094	55	33
Saint-Vincent-et-les Grenadines	0,0	0	214 622	59 527	28	0
Samoa	0,0	0	158 482	90 621	57	
Sao Tomé-et-Principe	0,0	0	92 086	0	0	0
Sénégal	0,0	0	328 706	223 809	68	50
Serbie	0,0	0	165 602	58 720	35	33
Seychelles	0,0	0	214 226	164 802	77	100
Sierra Leone	0,3	0	421 779	436 530	103	75
Somalie	0,0	0	120 452	100 583	84	50
Soudan	0,0	0	226 702	230 831	102	50
Soudan du Sud	0,3	0	145 718	154 811	106	50
Sri Lanka	0,8	0	307 018	467 049	152	50
Suriname	0,0	0	179 889	0	0	50
Tchad	3,2	0	126 352	207 150	164	0
Thaïlande	0,0	0	1 904 772	948 439	50	
Timor-Leste	0,1	0	131 843	89 252	68	67
Togo	0,0	0	204 114	161 708	79	67
Tonga	0,0	0	198 940	91 901	46	
Trinité-et-Tobago	0,0	0	693 670	375 125	54	100
Tunisie	13,6	0	306 001	328 715	107	75
Türkiye	179,9	0	362 242	440 506	122	40
Turkménistan	2,2	0	187 525	140 030	75	100
Tuvalu	0,0	0	144 254	48 672	34	
Uruguay	0,0	0	798 736	277 826	35	100
Vanuatu	0,0	0	139 630	60 638	43	100

Pays	Élimination en 2024 (tonnes PAO)*	Élimination en 2024 (tonnes éq. CO ₂)*	Estimation des sommes décaissées en 2024 (\$US)	Sommes décaissées en 2024 (\$US)	Pourcentage des sommes décaissées par rapport à l'estimation en 2024	Pourcentage de projets prévus achevés en 2024**
Venezuela (République bolivarienne du)	0,0	0	473 760	522 644	110	50
Viet Nam	0,0	0	344 526	129 052	37	
Yémen	0,0	0	137 607	2 404	2	
Zambie	0,3	0	102 851	136 905	133	50
Zimbabwe	0,0	0	458 142	617 673	135	50
Région : Asie-Pacifique	0,0	0	695 805	685 677	99	33
Monde	0,0	0	3 663 557	9 778 915	267	80
Total	9 268,3	192 602	85 526 594	94 536 121	111	56

* 97,5 tm (192 602 tonnes éq. CO₂) en 2024 pour les projets liés aux HFC. En outre, en 2024, 109,9 tm (1 627 017 tonnes éq. CO₂) du produit dérivé HFC-23 ont été détruites.

** Projets devant être achevés en 2024.

Annexe II

APERÇU DE L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES PROJETS
AU 31 DÉCEMBRE 2024

1. Le tableau 1 de l'annexe II donne un aperçu de l'état d'avancement des projets par année¹. Tous les projets et activités approuvés de 1991 à 2008, et en 2010, en 2011 et en 2013, sont à présent achevés.

Tableau 1. État d'avancement des projets par année

Année	Nombre de projets*			Financement (SUS)**			
	Approuvés	Achevés	Achevés (%)	Approuvé	Décaissé	Solde	Décaissé (%)
1991	68	68	100	7 950 771	7 950 771	0	100
1992	176	176	100	41 261 376	41 261 376	0	100
1993	217	217	100	73 198 586	73 198 586	0	100
1994	379	379	100	128 630 290	128 630 290	0	100
1995	355	355	100	111 188 309	111 188 309	0	100
1996	257	257	100	83 813 027	83 813 027	0	100
1997	532	532	100	154 314 938	154 314 940	-2	100
1998	422	422	100	99 680 368	99 680 367	1	100
1999	546	546	100	152 710 736	152 710 736	0	100
2000	426	426	100	109 540 523	109 540 522	1	100
2001	427	427	100	130 139 750	130 139 752	-2	100
2002	358	358	100	162 045 816	162 045 816	0	100
2003	247	247	100	157 043 468	157 043 468	0	100
2004	271	271	100	162 388 007	162 388 008	-1	100
2005	255	255	100	180 276 023	180 276 021	2	100
2006	261	261	100	120 847 322	120 847 323	-1	100
2007	213	213	100	120 084 047	120 084 047	0	100
2008	354	354	100	121 600 746	121 600 750	-4	100
2009	320	318	99	73 691 484	73 400 556	290 928	100
2010	227	227	100	83 919 591	83 910 443	9 148	100
2011	264	264	100	201 764 495	201 898 540	-134 045	100
2012	182	180	99	100 850 583	100 278 248	572 334	99
2013	184	184	100	125 214 437	125 080 397	134 040	100
2014	223	222	100	91 750 338	91 706 561	43 777	100
2015	377	372	99	154 069 382	151 706 795	2 362 586	98
2016	239	234	98	113 860 561	110 835 349	3 025 212	97
2017	202	195	97	74 563 947	73 622 179	941 767	99
2018	334	324	97	130 464 376	119 402 515	11 061 861	92
2019	226	204	90	48 882 338	43 460 474	5 421 864	89
2020	252	210	83	66 471 395	59 572 988	6 898 407	90
2021	291	214	74	83 868 814	69 031 458	14 837 356	82
2022	216	98	45	83 279 777	56 218 633	27 061 144	68
2023	350	35	10	114 007 011	26 236 505	87 770 506	23
2024	412	1	0	155 620 475	1 657 683	153 962 792	1
Total	10 063	9 046	90	3 818 993 107	3 504 733 436	314 259 671	92

* À l'exclusion des projets clos ou transférés.

** À l'exclusion des coûts d'appui d'agence.

¹ Les projets sont associés à l'année où ils ont été approuvés par le Comité exécutif. Tous les projets approuvés (projets d'investissement et projets ne portant pas sur des investissements) sont traités de façon égale (c'est-à-dire un projet d'investissement ou une tranche de financement d'un accord pluriannuel de 1 million de dollars est considéré comme un projet, tout comme la préparation d'un programme de pays de 30 000 dollars). Les indicateurs clés de ce résumé annuel sont : le pourcentage de projets achevés, les tonnes PAO/tonnes éq. CO₂ éliminées et le pourcentage des sommes décaissées. Il existe trois types de décaissement : durant la mise en œuvre, après la mise en œuvre et financement rétroactif.

Projets achevés²

2. Depuis 1991, 9 046 des 10 063 projets (à l'exclusion des projets clos ou transférés) financés par le Fonds multilatéral ont été achevés, ce qui représente un taux d'achèvement de 90 %. Les tableaux 2 à 4 contiennent des informations sur les projets d'investissement, les projets ne portant pas sur des investissements et les activités de préparation de projet achevés.

Projets d'investissement achevés

3. Le tableau 2 contient des informations sur les projets d'investissement achevés depuis 1991. Le total est suivi de données ventilées par région, par secteur, par responsabilité de la mise en œuvre et par mode de décaissement.

Tableau 2. Projets d'investissement achevés – données cumulatives

Élément	Nombre de projets	Sommes approuvées plus ajustements (\$US)	Pourcentage des sommes décaissées (%)	Consommation éliminée	Production éliminée	Délai moyen (mois) entre l'approbation et le premier décaissement	Délai moyen (mois) entre l'approbation et l'achèvement	Rapport coût-efficacité global pour le Fonds (\$US/kg)
TOTAL	3 130	2 609 933 391	100	280 120	204 189	14	38	5,39
Région								
Afrique	557	181 494 440	99	18 719	0	12	41	9,70
Amérique latine et Caraïbes	774	436 580 962	99	35 410	19 775	13	37	7,91
Asie et Pacifique	1 628	1 918 542 539	100	217 939	184 239	16	38	4,77
Europe	171	73 315 450	100	8 052	175	10	34	8,91
Monde	s.o.	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Secteur								
Aérosols	127	82 501 518	100	27 449	0	16	43	3,01
Destruction	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Efficacité énergétique	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Lutte contre l'incendie	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Mousses	1 007	380 124 325	100	69 728	0	15	34	5,45
Fumigènes	123	99 900 005	100	8 113	0	10	49	12,31
Halons	39	71 476 177	100	42 111	41 958	17	30	0,85
Plan de réduction des HFC	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Secteurs multiples	4	2 287 376	100	419	0	28	78	5,46
Autres	8	16 059 360	100	1 574	0	12	20	10,20
Plan d'élimination	976	878 363 461	99	58 548	10 988	12	42	12,63
Agents de transformation	30	120 252 627	100	19 573	52 162	10	27	1,68
Production	62	416 148 243	100	0	99 081	9	20	4,20
Réfrigération	623	447 394 639	100	45 260	0	16	39	9,88
Solvants	128	94 351 804	100	7 285	0	19	32	12,94
Sterilisants	3	1 073 855	100	60	0	15	34	17,78
Responsabilité de la mise en œuvre								
Agence	1 943	995 836 062	100	97 041	17 381	11	37	8,70
Pays	1 187	1 614 097 329	99	183 079	186 808	20	40	4,36
Mode de décaissement								
Au cours de la mise en œuvre	3 001	2 126 444 541	100	268 078	199 719	14	38	4,55
Après la mise en œuvre	50	17 166 608	100	2 512	0	23	25	6,83
Financement rétroactif	37	14 635 851	100	2 140	500	15	11	5,54
Du pays aux bénéficiaires finaux	42	451 686 391	100	7 389	3 970	8	54	39,76

² Aux termes des décisions 17/22 et 19/23, les projets/activités achevés sont des projets contractés dans lesquels les SAO visées avaient été éliminées. La décision 28/2 a élargi cette définition pour y inclure les situations dans lesquelles les CFC s'avèrent ne plus être utilisés dans le secteur visé, une substance de remplacement est produite (et/ou la production de celle-ci a commencé), et l'équipement utilisant des CFC a été détruit, démantelé ou rendu inutilisable en ce qui a trait aux SAO. Les activités du programme de travail sans élimination de SAO sont considérées comme achevées lorsqu'elles ont pris fin (par exemple, un atelier qui a eu lieu). Cette définition a été appliquée aux projets liés aux HCFC.

4. Au total, 99,6 % des sommes approuvées pour les projets d'investissement achevés ont été décaissées³. Depuis 1991, 3 130 projets d'investissement ont été achevés, pour une valeur totale de 2,61 milliards de dollars. Le délai moyen entre l'approbation et le premier décaissement est de 14 mois pour les projets d'investissement. Ces projets ont été achevés 38 mois après leur approbation, en moyenne.

Projets achevés ne portant pas sur des investissements

5. Le tableau 3 contient les données cumulatives sur les projets achevés ne portant pas sur des investissements. Depuis 1991, 4 045 projets ne portant pas sur des investissements ont été achevés, pour une valeur totale de 645,23 millions de dollars.

Tableau 3. Projets ne portant pas sur des investissements achevés – données cumulatives

Élément	Nombre de projets	Sommes approuvées plus ajustements (\$US)	Pourcentage des sommes décaissées (%)	Délai moyen (mois) entre l'approbation et le premier décaissement	Délai moyen (mois) entre l'approbation et l'achèvement
TOTAL	4 045	645 230 714	100	12	38
Région					
Afrique	1 259	113 203 483	100	12	38
Amérique latine et Caraïbes	965	116 198 782	100	14	41
Asie et Pacifique	1 227	185 883 752	100	14	40
Europe	267	25 380 606	100	9	33
Monde	327	204 564 090	99	6	22
Secteur					
Aérosols	31	2 461 265	100	11	36
Destruction	17	8 695 623	100	11	65
Efficacité énergétique	0	0	0	s.o.	s.o.
Lutte contre l'incendie	0	0	0	s.o.	s.o.
Mousses	34	10 543 567	100	14	36
Fumigènes	137	21 224 434	100	9	39
Halons	82	11 238 156	100	17	44
Plan de réduction des HFC	1	20 000	100	25	24
Secteurs multiples	1	53 792	100	56	58
Autres	1	76 499	100	7	38
Plan d'élimination	854	91 074 821	100	14	40
Agents de transformation	0	0	0	s.o.	s.o.
Production	2	90 000	100	5	8
Réfrigération	639	92 316 381	100	16	50
Divers	2 212	404 037 394	99	10	33
Solvants	34	3 398 782	100	11	27
Stérilisants	0	0	0	s.o.	s.o.
Responsabilité de la mise en œuvre					
Agence	3 314	489 400 138	99	12	37
Pays	731	155 830 575	100	14	40
Mode de décaissement					
Au cours de la mise en œuvre	4 009	632 662 747	100	12	38
Après la mise en œuvre	26	2 325 462	100	14	21
Financement rétroactif	1	146 698	100	3	83
Du pays aux bénéficiaires finaux	9	10 095 807	100	7	38

6. Le délai moyen entre l'approbation et le premier décaissement est de 12 mois pour les projets ne portant pas sur des investissements. Ces projets ont été achevés 38 mois après leur approbation, en

³ Les fonds n'ont pas été intégralement décaissés du fait qu'il faut parfois compter de six mois à un an pour finaliser les documents comptables.

moyenne. Ce chiffre reflète le grand nombre de projets réalisés dans le secteur « Divers » (2 212 sur 4 045) pour lesquels le délai moyen d'achèvement de projet est de 33 mois. Les projets ne portant pas sur des investissements réalisés dans les autres secteurs ont été achevés dans un délai de huit à 65 mois suivant leur approbation.

7. Presque tous les projets ont été exécutés par l'agence concernée plutôt que par le pays. La mise en œuvre de projets ne portant pas sur des investissements par une agence n'exige habituellement pas d'accord juridique, ce qui peut expliquer pourquoi ces projets sont exécutés plus rapidement que les projets ne portant pas sur des investissements mis en œuvre par un pays (37 contre 40 mois).

Activités de préparation de projet achevées

8. Le tableau 4 contient les données cumulatives sur les activités de préparation de projet achevées. Depuis 1991, 1 871 activités de préparation de projet ont été achevées, pour une valeur totale de 98,13 millions de dollars.

Tableau 4. Données sur les activités de préparation de projet achevées – données cumulatives

Élément	Nombre de projets	Sommes approuvées plus ajustements (\$US)	Pourcentage des sommes décaissées (%)	Délai moyen (mois) entre l'approbation et le premier décaissement	Délai moyen (mois) entre l'approbation et l'achèvement
TOTAL	1 871	98 128 577	98	8	24
Région					
Afrique	504	18 922 276	97	9	26
Amérique latine et Caraïbes	518	25 351 798	98	7	22
Asie et Pacifique	698	46 202 097	99	8	23
Europe	132	6 041 981	99	7	23
Monde	19	1 610 425	100	5	16
Secteur					
Aérosols	45	1 254 278	100	6	17
Destruction	18	818 719	100	13	40
Efficacité énergétique	1	30 000	40	5	12
Lutte contre l'incendie	0	0	0	s.o.	s.o.
Mousses	264	11 330 716	100	6	21
Fumigènes	118	2 993 886	100	5	17
Halons	27	836 728	100	6	19
Plan de réduction des HFC	90	9 810 116	86	11	29
Secteurs multiples	3	139 440	100	3	34
Autres	2	240 747	100	11	35
Plan d'élimination	546	30 307 696	99%	11	32
Agents de transformation	9	694 384	100	9	19
Production	13	1 406 211	100	7	15
Réfrigération	394	14 163 567	100	7	21
Divers	283	21 969 992	100	4	15
Solvants	57	2 127 098	100	6	25
Stérilisants	1	5 000	100	1	9
Responsabilité de la mise en œuvre					
Agence	1 617	79 819 874	99	7	23
Pays	254	18 308 703	97	11	30
Mode de décaissement					
Au cours de la mise en œuvre	1 860	96 497 116	98	8	24
Après la mise en œuvre	6	899 752	100	7	21
Financement rétroactif	0	0	0	s.o.	s.o.
Du pays aux bénéficiaires finaux	5	731 709	100	5	27

9. Le délai moyen entre l'approbation et le premier décaissement est de huit mois pour les activités de préparation de projet. En moyenne, 24 mois s'écoulent entre l'approbation et l'achèvement. Au total, 98 % des sommes approuvées pour les activités de préparation de projet achevées ont été décaissées.

Projets en cours

10. Au total, 1 017 projets étaient en cours à la fin de 2024. Les tableaux 5 à 7 contiennent des informations sur les projets d'investissement, les projets ne portant pas sur des investissements et les activités de préparation de projet en cours.

Projets d'investissement en cours

11. Le tableau 5 contient des informations sur l'état d'avancement des projets d'investissement, ventilées par région, par secteur et par responsabilité de la mise en œuvre.

Tableau 5. Projets d'investissement en cours – données cumulatives

Élément	Nombre de projets	Sommes approuvées plus ajustements (SUS)	Pourcentage des sommes décaissées (%)	Nombre de projets dans lesquels il y a décaissement	Pourcentage des projets dans lesquels il y a décaissement	Délai moyen (mois) entre l'approbation et le premier décaissement	Délai moyen (mois) entre l'approbation et l'achèvement prévu	Retard moyen (mois) dans l'achèvement prévu du projet	Rapport coût-efficacité global pour le Fonds (SUS/kg)*
TOTAL	343	327 073 460	39	181	53	11	47	19	12,46
Région									
Afrique	104	47 933 765	37	61	59	12	50	17	23,81
Amérique latine et Caraïbes	91	55 138 089	12	41	45	10	40	11	13,55
Asie et Pacifique	124	214 121 035	46	62	50	11	50	28	11,05
Europe	24	9 880 571	37	17	71	7	48	16	12,61
Monde	0	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Secteur									
Aérosols	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Destruction	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Efficacité énergétique	7	2 435 957	0	0	0	s.o.	38	(2)	s.o.
Lutte contre l'incendie	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Mousses	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Fumigènes	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Halons	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Plan de réduction des HFC	92	37 666 976	1	23	25	5	36	1	5,48
Secteurs multiples	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Autres	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Plan d'élimination	237	215 810 716	36	152	64	11	50	21	25,66
Agents de transformation	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Production	3	66 997 213	67	2	67	17	50	72	6,30
Réfrigération	4	4 162 598	96	4	100	32	117	93	12,74
Solvants	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Stérilisants	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Responsabilité de la mise en œuvre									
Agence	234	205 879 503	31	154	66	10	51	18	12,88
Pays	109	121 193 957	51	27	25	17	39	27	11,81
Mode de décaissement									
Au cours de la mise en œuvre	332	225 255 157	18	170	51	11	47	18	12,83
Après la mise en œuvre	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Financement rétroactif	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.

Élément	Nombre de projets	Sommes approuvées plus ajustements (\$US)	Pourcentage des sommes décaissées (%)	Nombre de projets dans lesquels il y a décaissement	Pourcentage des projets dans lesquels il y a décaissement	Délai moyen (mois) entre l'approbation et le premier décaissement	Délai moyen (mois) entre l'approbation et l'achèvement prévu	Retard moyen (mois) dans l'achèvement prévu du projet	Rapport coût-efficacité global pour le Fonds (\$US/kg)*
Du pays aux bénéficiaires finaux	11	101 818 303	83	11	100	9	60	37	11,71

* Sur la base des SAO à éliminer selon la proposition.

12. Trois cent quarante-trois projets d'investissement sont en cours pour une valeur totale de plus de 327,07 millions de dollars. Environ 39 % des sommes ont déjà été décaissées. Le rapport coût-efficacité moyen global des projets d'investissement en cours est de 12,46 \$US/kg PAO à éliminer. Le délai moyen entre l'approbation et le premier décaissement est de 11 mois. En moyenne, les projets d'investissement classés dans cette catégorie sont exécutés en 47 mois. De façon générale, ils sont menés à terme 19 mois plus tard que prévu, ce qui pourrait être considéré comme le retard moyen.

Projets en cours ne portant pas sur des investissements

13. Le tableau 6 contient des informations sur l'état d'avancement des projets en cours ne portant pas sur des investissements, ventilées par région, par secteur et par responsabilité de la mise en œuvre.

Tableau 6. Projets en cours ne portant pas sur des investissements – données cumulatives

Élément	Nombre de projets	Sommes approuvées plus ajustements (\$US)	Pourcentage des sommes décaissées (%)	Nombre de projets dans lesquels il y a décaissement	Pourcentage des projets dans lesquels il y a décaissement	Délai moyen (mois) entre l'approbation et le premier décaissement	Délai moyen (mois) entre l'approbation et l'achèvement prévu	Retard moyen (mois) dans l'achèvement prévu du projet
TOTAL	451	101 451 374	16	176	39	15	42	5
Région								
Afrique	154	23 468 507	15	51	33	18	39	5
Amérique latine et Caraïbes	99	17 221 734	18	37	37	13	40	6
Asie et Pacifique	167	44 096 962	18	68	41	17	47	6
Europe	26	4 679 441	28	18	69	8	36	4
Monde	5	11 984 730	4	2	40	9	17	3
Secteur								
Aérosols	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Destruction	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Efficacité énergétique	78	11 026 434	8	28	36	7	41	1
Lutte contre l'incendie	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Mousses	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Fumigènes	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Halons	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Plan de réduction des HFC	51	3 593 901	1	3	6	13	36	s.o.
Secteurs multiples	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Autres	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Plan d'élimination	164	34 216 997	25	76	46	19	46	10
Agents de transformation	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Production	1	30 000	0	0	0	s.o.	12	s.o.
Réfrigération	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Divers	157	52 584 042	13	69	44	15	39	5
Solvants	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Sterilisants	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Responsabilité de la mise en œuvre								
Agence	391	80 334 236	15	148	38	16	42	5
Pays	60	21 117 138	22	28	47	10	39	6
Mode de décaissement								

Élément	Nombre de projets	Sommes approuvées plus ajustements (\$US)	Pourcentage des sommes décaissées (%)	Nombre de projets dans lesquels il y a décaissement	Pourcentage des projets dans lesquels il y a décaissement	Délai moyen (mois) entre l'approbation et le premier décaissement	Délai moyen (mois) entre l'approbation et l'achèvement prévu	Retard moyen (mois) dans l'achèvement prévu du projet
Au cours de la mise en œuvre	451	101 451 374	16	176	39	15	42	5
Après la mise en œuvre	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Financement rétroactif	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Du pays aux bénéficiaires finaux	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.

14. Quatre cent cinquante-et-un projets ne portant pas sur des investissements sont en cours pour une valeur totale de 101,45 millions de dollars, et 16 % des sommes ont déjà été décaissées. Le délai moyen entre l'approbation et le premier décaissement est de 15 mois. En moyenne, 42 mois s'écoulent entre l'achèvement et la date d'approbation, ce qui représente un retard de cinq mois.

Activités de préparation de projet en cours

15. Le tableau 7 contient des informations sur l'état d'avancement des activités de préparation de projet en cours, ventilées par région, par secteur et par responsabilité de la mise en œuvre.

Tableau 7. Activités de préparation de projet en cours – données cumulatives

Élément	Nombre de projets	Sommes approuvées plus ajustements (\$US)	Sommes décaissées (\$US)	Pourcentage des sommes décaissées (%)	Délai moyen (mois) entre l'approbation et le premier décaissement	Délai moyen (mois) entre l'approbation et l'achèvement prévu	Retard moyen (mois) dans l'achèvement prévu du projet
TOTAL	223	17 733 000	3 946 964	22	10	32	8
Région							
Afrique	92	7 278 000	1 989 849	27	10	35	12
Amérique latine et Caraïbes	48	3 786 000	768 216	20	7	30	6
Asie et Pacifique	65	5 109 000	794 635	16	13	29	6
Europe	17	1 480 000	394 265	27	9	29	5
Monde	1	80 000	0	0	s.o.	19	6
Secteur							
Aérosols	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Destruction	92	7 455 000	369 525	5	7	28	4
Efficacité énergétique	12	633 000	52 497	8	5	19	2
Lutte contre l'incendie	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Mousses	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Fumigènes	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Halons	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Plan de réduction des HFC	87	8 525 000	3 403 438	40	10	37	12
Secteurs multiples	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Autres	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Plan d'élimination	32	1 120 000	121 505	11	18	34	13
Agents de transformation	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Production	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Réfrigération	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Divers	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Solvants	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Sterilisants	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Responsabilité de la mise en œuvre							
Agence	188	15 447 500	3 655 226	24	10	32	8
Pays	35	2 285 500	291 738	13	9	31	9
Mode de décaissement							
Au cours de la mise en œuvre	222	17 708 000	3 934 129	22	10	32	8

Élément	Nombre de projets	Sommes approuvées plus ajustements (\$US)	Sommes décaissées (\$US)	Pourcentage des sommes décaissées (%)	Délai moyen (mois) entre l'approbation et le premier décaissement	Délai moyen (mois) entre l'approbation et l'achèvement prévu	Retard moyen (mois) dans l'achèvement prévu du projet
Après la mise en œuvre	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Financement rétroactif	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Du pays aux bénéficiaires finaux	1	25 000	12 835	51	2	13	s.o.

16. Deux cent vingt-trois activités de préparation de projet sont en cours pour une valeur totale de 17,73 millions de dollars, et 22 % des sommes ont déjà été décaissées. Le délai moyen entre l'approbation et le premier décaissement est de 10 mois. Les activités de préparation de projet en cours sont achevées 32 mois, en moyenne, après la date d'approbation, ce qui représente un retard de huit mois.

Projets clos

17. Le tableau 8 contient un résumé des projets clos. Depuis 1991, 291 projets ont été clos, pour une valeur totale de 15,28 millions de dollars.

Tableau 8. Résumé des projets clos

Agence	Nombre de projets	Sommes approuvées plus ajustements (\$US)	Sommes décaissées (\$US)	Solde (\$US)	Consommation PAO à éliminer	Consommation PAO éliminée
PNUD	81	6 895 392	6 895 392	0	673	636
PNUE	22	341 325	195 325	146 000	12	12
ONUDI	68	6 446 674	6 446 674	0	1 808	367
Banque mondiale	101	1 373 519	1 373 519	0	657	581
Agences bilatérales	19	227 901	227 901	0	223	0
Total	291	15 284 810	15 138 811	145 999	3 373	1 595

Annexe III

APERÇU DES PROJETS ET ACTIVITÉS LIÉS AUX HFC

1. Le Comité exécutif approuve le financement de la mise en œuvre de projets d'investissement et de démonstration liés aux HFC (décisions 78/3 g), 79/45, 91/65 et 94/60) et d'activités de facilitation depuis sa 80^e réunion, afin d'aider les services nationaux de l'ozone à respecter leurs obligations initiales en rapport avec la réduction des HFC au titre de l'amendement de Kigali (décision 79/46).

2. Au 31 décembre 2024, le Comité exécutif avait approuvé 545 projets et activités liés aux HFC dans 140 pays et deux régions, dont 200 demandes de préparation de projet, 19 projets d'investissement, 140 projets liés à des plans de mise en œuvre de l'amendement de Kigali pour les HFC (KIP), un projet d'assistance technique, 158 activités de facilitation, 23 projets liés à l'efficacité énergétique et quatre projets de contrôle des émissions de HFC-23, pour la somme de 102,48 millions de dollars (hors coûts d'appui).

3. Le tableau 1 donne un aperçu de tous les projets et activités liés aux HFC relevant du Fonds multilatéral, par pays, indépendamment de leur source de financement, et indique l'état de la ratification de l'amendement de Kigali et l'état du programme d'octroi de permis pour les HFC.

Tableau 1. Aperçu de tous les projets et activités liés aux HFC relevant du Fonds multilatéral

Pays	Groupe	Ratification de l'amendement de Kigali	Mise en œuvre du programme d'octroi de permis	Sommes approuvées (\$US)						
				Activités de facilitation	Efficacité énergétique	Contrôle des émissions de HFC-23	Projets d'investissement	KIP	Préparation de projets	Assistance technique
Afghanistan	I			136 888						
Afrique du Sud	I	Oui	√	193 367	350 000				220 000	
Albanie	I	Oui	√	94 978				179 390	128 367	
Algérie	I			150 000						
Angola	I	Oui	En cours	142 397					170 000	
Antigua-et-Barbuda	I									
Arabie saoudite	II	Oui	En cours	193 170						
Argentine	I	Oui	√	250 000		1 527 851	7 538 348		294 816	
Arménie	I	Oui	√	149 639				165 075	170 000	
Bahamas	I	Oui	√	95 000					130 000	
Bahreïn	II	Oui	√	140 240						
Bangladesh	I	Oui	√	135 667			3 131 610		190 000	
Barbade	I	Oui	√						130 000	
Belize	I	Oui	√	95 000					130 000	
Bénin	I	Oui	√	128 885				177 500	190 000	
Bhoutan	I	Oui	√	49 654					100 000	
Bolivie (État plurinational de)	I	Oui	√	150 000	96 000			194 000	165 406	
Bosnie-Herzégovine	I	Oui	√	94 920					130 000	
Botswana	I	Oui	√	96 648					170 000	
Brésil	I	Oui	√						230 000	
Brunéi Darussalam	I	Oui	En cours	119 812						
Burkina Faso	I	Oui	√	145 443				162 500	190 000	
Burundi	I	Oui	√	100 000					170 000	
Cabo Verde	I	Oui	√	79 038					130 000	
Cambodge	I	Oui	√	147 918				250 110	170 000	
Cameroun	I	Oui	√	149 324	120 000			355 500	190 000	
Chili	I	Oui	√	131 337				876 507	207 325	
Chine	I	Oui	√	244 685			1 274 967		47 687	
Colombie	I	Oui	√	246 344	506 319			2 813 811	420 000	
Comores	I	Oui	√	45 242					100 000	
Congo	I	Oui	√	149 841				81 500	170 000	
Costa Rica	I	Oui	√	144 830	260 000			370 968	170 000	
Côte d'Ivoire	I	Oui	√	135 605					190 000	

Pays	Groupe	Ratification de l'amendement de Kigali	Mise en œuvre du programme d'octroi de permis	Sommes approuvées (\$US)						
				Activités de facilitation	Efficacité énergétique	Contrôle des émissions de HFC-23	Projets d'investissement	KIP	Préparation de projets	Assistance technique
Cuba	I	Oui	√	146 408				160 000	170 000	
Djibouti	I	Oui	En cours	22 422						
Dominique	I			40 000						
Égypte	I	Oui	√	246 050	285 000				387 964	
El Salvador	I	Oui	√	149 478	125 000			180 000	170 000	
Équateur	I	Oui	√	120 725			267 885	292 600	214 127	
Érythrée	I	Oui	√	92 822					130 000	
Eswatini (Royaume d')	I	Oui	√	94 509				63 500	130 000	
Éthiopie	I	Oui	√	94 208					130 000	
Fidji	I	Oui	√	147 699					130 000	
Gabon	I	Oui	√	134 202					190 000	
Gambie	I	Oui	√	94 947				80 150	130 000	
Géorgie	I	Oui	√	95 000					130 000	
Ghana	I	Oui	√	149 425				188 000	189 590	
Grenade	I	Oui	√	46 491				72 500	100 000	
Guatemala	I	Oui	√	128 267				261 019	170 000	
Guinée	I	Oui	√	100 000					190 000	
Guinée-Bissau	I	Oui	√	70 803					130 000	
Guinée équatoriale	I			113 154						
Guyana	I			55 000						
Haïti	I			95 000						
Honduras	I	Oui	√	149 931	278 068			296 918	170 000	
Îles Cook	I	Oui	√	47 711				23 250		
Îles Marshall	I	Oui	√	37 583				11 750		
Îles Salomon	I	Oui	√	88 655				74 125		
Inde	II	Oui	√	250 000	2 003 795		846 326		150 000	
Indonésie	I	Oui	√	246 666					300 000	
Iran (République islamique d')	II			218 404						
Iraq	II			168 030						
Jamaïque	I			145 083						
Jordanie	I	Oui	√	127 708			1 637 610	2 540 680	190 000	
Kenya	I	Oui	√	149 348					220 000	
Kirghizistan	I	Oui	√	95 000	206 000			81 000	130 000	
Kiribati	I	Oui	√	32 898				15 000		
Koweït	II	Oui	√	138 000						
Lesotho	I	Oui	√	94 532				82 000	130 000	
Liban	I	Oui	√	149 979			1 039 874		317 894	
Libéria	I	Oui	√	95 000				72 500	130 000	
Libye	I			147 508						
Macédoine du Nord	I	Oui	√	95 000				103 555	130 000	
Madagascar	I			115 554						
Malaisie	I	Oui	√	250 000	915 689			3 042 912	360 000	
Malawi	I	Oui	√	149 954				68 000	167 662	
Maldives	I	Oui	√	94 801					130 000	
Mali	I	Oui	√	148 069					170 000	
Maroc	I	Oui	√	94 725			352 985		220 000	
Maurice	I	Oui	√	139 622				103 000	170 000	
Mauritanie	I		√	102 338						
Mexique	I	Oui	√	240 755	938 620	1 140 368	3 756 960	6 746 923	422 343	
Micronésie (États fédérés de)	I	Oui	√	48 247				63 500		
Mongolie	I	Oui	√	92 866					210 000	
Monténégro	I	Oui	√	49 973	120 000			115 050	100 000	
Mozambique	I	Oui	√	149 330				169 500	170 000	
Myanmar	I			53 623						
Namibie	I	Oui	√	147 673					170 000	
Nauru	I	Oui	√	34 339				10 500		
Népal	I	Oui	√	48 984						
Nicaragua	I	Oui	√	150 000	66 000			199 000	168 385	
Niger	I	Oui	√	148 244				150 000	170 000	
Nigéria	I	Oui	√	245 868	145 000			2 738 360	219 570	

Pays	Groupe	Ratification de l'amendement de Kigali	Mise en œuvre du programme d'octroi de permis	Sommes approuvées (\$US)						
				Activités de facilitation	Efficacité énergétique	Contrôle des émissions de HFC-23	Projets d'investissement	KIP	Préparation de projets	Assistance technique
Nioué	I	Oui	√	33 863				9 250		
Oman	II	Oui	En cours	129 061					190 000	
Ouganda	I	Oui	√	49 763	435 200				130 000	
Pakistan	II			247 420						
Palau	I	Oui	√	25 000				57 500		
Panama	I	Oui	√	149 825				331 100	190 000	
Papouasie-Nouvelle-Guinée	I	Oui	√	95 000					130 000	
Paraguay	I	Oui	√	143 084				235 675	170 000	
Pérou	I	Oui	√	147 582	115 000			283 140	190 000	
Philippines	I	Oui	√	207 289					220 000	
Qatar	II			150 000						
République arabe syrienne	I	Oui	√	199 235					216 790	
République centrafricaine	I									
République démocratique du Congo	I			132 234						
République démocratique populaire lao	I	Oui	√	54 082				110 000	130 000	
République de Moldova	I	Oui	√	38 716					130 000	
République dominicaine	I	Oui	√	149 518			129 801	535 930	201 572	
République populaire démocratique de Corée	I	Oui	√							
République-Unie de Tanzanie	I	Oui	√	94 185					130 000	
Rwanda	I	Oui	√	91 190				75 900	130 000	
Saint-Kitts-et-Nevis	I	Oui	En cours	50 000						
Sainte-Lucie	I	Oui	√	57 000				70 000	130 000	
Saint-Vincent-et-les Grenadines	I	Oui	√	50 000					100 000	
Samoa	I	Oui	√	49 018				66 000		
Sao Tomé-et-Principe	I	Oui	√	83 915					130 000	
Sénégal	I	Oui	√	137 814				295 500	190 000	
Serbie	I	Oui	√	143 900					170 000	
Seychelles	I	Oui	√	95 000				81 680	130 000	
Sierra Leone	I	Oui	√	94 741				86 500	160 000	
Somalie	I	Oui	√	144 313					170 000	
Soudan	I			143 823					30 000	
Soudan du Sud	I			94 791						
Sri Lanka	I	Oui	√	149 023	245 700				250 000	
Suriname	I			65 650						
Tchad	I	Oui	√	130 200				216 000	170 000	
Thaïlande	I	Oui	√	247 414			183 514		400 000	
Timor-Leste	I			46 669						
Togo	I	Oui	√	129 488				187 500	200 000	
Tonga	I	Oui	√	48 745				60 750		
Trinité-et-Tobago	I	Oui	√	145 733				543 249	190 000	
Tunisie	I	Oui	√	149 990	170 000			1 576 566	190 000	
Türkiye	I	Oui	√	194 675				2 789 430	370 000	
Turkménistan	I	Oui	√	148 955	142 000			116 000	170 000	
Tuvalu	I	Oui	√	25 631				12 250		
Uruguay	I	Oui	√	148 496	300 000			176 787	190 000	
Vanuatu	I	Oui	√	46 845				31 625		

Pays	Groupe	Ratification de l'amendement de Kigali	Mise en œuvre du programme d'octroi de permis	Sommes approuvées (\$US)						
				Activités de facilitation	Efficacité énergétique	Contrôle des émissions de HFC-23	Projets d'investissement	KIP	Préparation de projets	Assistance technique
Venezuela (République bolivarienne du)	I	Oui	√	250 000					220 000	
Viet Nam	I	Oui	√	249 238				2 019 488	250 000	
Yémen	I									
Zambie	I	Oui	√	94 254					130 000	
Zimbabwe	I	Oui	√	140 551			426 954	241 500	189 909	
Région : Asie-Pacifique								542 500	780 000	
Monde										793 400
Total				17 047 398	7 823 391	2 668 219	20 586 834	34 383 973	19 179 406	793 400

Annexe IV

PLAN DE GESTION DE L'ÉLIMINATION DES HCFC PAR PAYS
AU 31 DÉCEMBRE 2024

Pays	Élimination approuvée (tonnes PAO)	Sommes approuvées (\$US)	Sommes décaissées (\$US)	Solde (\$US)	Sommes décaissées (%)
Afghanistan	8,4	884 821	518 951	365 870	59
Afrique du Sud	243,1	9 481 572	6 911 984	2 569 588	73
Albanie	4,1	659 960	523 936	136 024	79
Algérie	35,6	3 396 304	1 239 334	2 156 970	36
Angola	10,8	989 326	720 164	269 162	73
Antigua-et-Barbuda	0,0	27 235	27 235	0	100
Arabie saoudite	551,0	13 111 757	7 172 831	5 938 926	55
Argentine	187,7	19 202 563	13 749 572	5 452 991	72
Arménie	3,5	675 496	675 496	0	100
Bahamas	3,2	481 754	349 918	131 836	73
Bahreïn	50,0	1 646 002	1 557 483	88 519	95
Bangladesh	47,2	6 999 625	5 629 665	1 369 960	80
Barbade	2,5	439 178	278 178	161 000	63
Belize	2,0	689 100	368 850	320 250	54
Bénin	16,0	1 070 778	761 911	308 867	71
Bhoutan	0,3	569 349	422 349	147 000	74
Bolivie (État plurinational de)	4,2	784 659	547 796	236 863	70
Bosnie-Herzégovine	8,2	1 353 692	1 024 817	328 875	76
Botswana	3,8	694 011	614 183	79 829	88
Brésil	654,6	53 454 103	41 229 420	12 224 683	77
Brunéi Darussalam	3,0	462 672	359 839	102 833	78
Burkina Faso	7,2	1 073 630	703 869	369 761	66
Burundi	1,7	545 179	329 579	215 600	60
Cabo Verde	0,1	332 834	248 264	84 570	75
Cambodge	7,8	1 470 000	1 280 708	189 291	87
Cameroun	34,7	2 441 520	1 810 224	631 296	74
Chili	83,5	5 835 924	5 154 296	681 629	88
Chine	11 451,3	458 759 231	417 275 052	41 484 178	91
Colombie	201,2	12 726 829	11 885 988	840 841	93
Comores	0,1	309 653	159 653	150 000	52
Congo	7,1	692 030	317 180	374 850	46
Costa Rica	24,2	2 142 204	1 534 320	607 884	72
Côte d'Ivoire	42,4	3 214 722	1 831 088	1 383 634	57
Croatie	6,1	801 942	801 942	0	100
Cuba	19,3	2 387 320	2 072 445	314 875	87
Djibouti	0,2	164 405	164 405	0	100
Dominique	0,1	164 500	143 600	20 900	87
Égypte	350,3	27 996 564	22 344 244	5 652 320	80
El Salvador	12,9	1 236 119	1 122 846	113 274	91
Équateur	35,6	3 067 511	2 680 176	387 335	87
Érythrée	0,7	429 559	384 854	44 705	90
Eswatini (Royaume d')	8,9	1 331 931	901 931	430 000	68
Éthiopie	1,9	507 127	454 470	52 657	90
Fidji	2,0	602 758	358 072	244 686	59
Gabon	20,4	870 641	547 362	323 280	63
Gambie	1,1	686 599	345 623	340 975	50
Géorgie	3,8	921 778	665 732	256 046	72

Pays	Élimination approuvée (tonnes PAO)	Sommes approuvées (\$US)	Sommes décaissées (\$US)	Solde (\$US)	Sommes décaissées (%)
Ghana	53,7	2 325 355	1 908 221	417 134	82
Grenade	0,5	481 289	229 197	252 092	48
Guatemala	7,0	911 628	628 811	282 817	69
Guinée	4,2	658 941	517 942	141 000	79
Guinée-Bissau	1,9	532 349	255 849	276 500	48
Guinée équatoriale	0,9	278 267	278 180	87	100
Guyana	1,1	681 602	357 602	324 000	52
Haïti	0,4	116 291	116 291	0	100
Honduras	12,2	1 160 962	915 576	245 386	79
Îles Cook	0,0	399 881	118 114	281 767	30
Îles Marshall	0,2	316 430	116 553	199 876	37
Îles Salomon	1,8	710 004	254 950	455 054	36
Inde	1 237,1	75 924 866	56 969 562	18 955 304	75
Indonésie	275,1	20 366 731	14 732 255	5 634 476	72
Iran (République islamique d')	315,9	19 165 187	15 939 921	3 225 266	83
Iraq	22,0	2 051 270	1 273 906	777 364	62
Jamaïque	11,8	1 036 797	667 133	369 664	64
Jordanie	72,9	7 178 298	5 999 007	1 179 290	84
Kenya	14,1	1 973 000	1 401 355	571 645	71
Kirghizistan	3,3	799 488	799 488	0	100
Kiribati	0,0	500 100	105 479	394 621	21
Koweït	322,7	11 637 046	9 749 029	1 888 017	84
Liban	73,6	7 113 759	6 542 060	571 699	92
Libéria	3,7	666 595	392 650	273 945	59
Libye	37,6	2 124 790	1 309 070	815 720	62
Lesotho	0,5	711 300	415 313	295 987	58
Macédoine du Nord	2,6	1 438 851	1 231 236	207 615	86
Madagascar	12,8	865 923	647 175	218 747	75
Malaisie	338,8	21 268 112	15 327 487	5 940 625	72
Malawi	7,3	983 487	793 768	189 719	81
Maldives	0,6	1 081 613	1 081 613	0	100
Mali	5,2	542 523	514 523	28 000	95
Maroc	35,6	2 299 926	1 589 954	709 972	69
Maurice	3,1	902 500	583 475	319 025	65
Mauritanie	4,4	521 595	255 541	266 054	49
Mexique	704,4	33 240 259	27 396 328	5 843 931	82
Micronésie (États fédérés de)	0,2	562 458	155 974	406 484	28
Mongolie	1,1	835 769	454 069	381 700	54
Monténégro	0,8	969 593	651 961	317 632	67
Mozambique	3,9	702 144	319 599	382 545	46
Myanmar	0,4	174 040	174 040	0	100
Namibie	8,2	930 000	724 441	205 559	78
Nauru	0,0	214 804	67 648	147 156	31
Népal	1,2	592 854	278 965	313 889	47
Nicaragua	5,2	723 572	582 279	141 292	80
Niger	10,8	910 340	669 448	240 892	74
Nigéria	264,1	15 347 246	10 942 579	4 404 667	71
Nioué	0,0	180 659	71 459	109 200	40
Oman	24,1	1 636 375	1 237 648	398 727	76
Ouganda	0,0	521 875	266 823	255 052	51
Pakistan	193,5	14 730 023	10 995 376	3 734 647	75
Palau	0,2	419 500	134 000	285 500	32

Pays	Élimination approuvée (tonnes PAO)	Sommes approuvées (\$US)	Sommes décaissées (\$US)	Solde (\$US)	Sommes décaissées (%)
Panama	19,7	1 715 241	1 298 738	416 503	76
Papouasie-Nouvelle-Guinée	3,4	1 125 000	1 047 606	77 394	93
Paraguay	13,5	1 393 157	812 126	581 031	58
Pérou	32,9	1 794 534	1 109 839	684 695	62
Philippines	91,1	5 965 242	3 315 859	2 649 382	56
Qatar	23,9	1 635 441	1 253 662	381 779	77
République arabe syrienne	44,8	4 316 733	1 879 381	2 437 352	44
République centrafricaine	0,0	45 000	45 000	0	100
République démocratique du Congo	9,4	832 524	569 668	262 856	68
République démocratique populaire lao	1,5	683 925	424 793	259 132	62
République de Moldova	0,9	561 606	342 871	218 735	61
République dominicaine	26,6	4 902 859	3 900 022	1 002 837	80
République populaire démocratique de Corée	19,4	628 132	281 520	346 612	45
République-Unie de Tanzanie	1,1	462 271	391 870	70 401	85
Rwanda	3,1	736 455	417 874	318 581	57
Saint-Kitts-et-Nevis	0,3	164 442	164 442	0	100
Sainte-Lucie	0,8	713 393	275 604	437 789	39
Saint-Vincent-et-les Grenadines	0,2	521 951	350 995	170 956	67
Samoa	0,2	532 950	200 586	332 364	38
Sao Tomé-et-Principe	0,1	154 727	154 727	0	100
Sénégal	3,6	872 663	729 036	143 627	84
Serbie	7,9	1 225 790	1 061 034	164 756	87
Seychelles	1,4	640 000	410 923	229 077	64
Sierra Leone	1,2	718 530	413 767	304 763	58
Somalie	7,6	991 712	377 405	614 306	38
Soudan	49,0	4 330 964	2 713 221	1 617 744	63
Soudan du Sud	0,5	140 500	90 500	50 000	64
Sri Lanka	16,2	1 548 741	813 493	735 248	53
Suriname	1,3	425 459	175 859	249 600	41
Tchad	10,9	887 542	693 006	194 536	78
Thaïlande	284,5	20 540 540	18 726 545	1 813 995	91
Timor-Leste	1,2	672 670	492 592	180 078	73
Togo	13,5	952 823	729 779	223 044	77
Tonga	0,1	491 659	195 850	295 809	40
Trinité-et-Tobago	31,2	2 596 444	1 987 682	608 762	77
Tunisie	29,7	2 284 799	1 743 366	541 433	76
Türkiye	564,4	13 264 790	11 826 389	1 438 401	89
Turkménistan	4,6	916 112	879 241	36 872	96
Tuvalu	0,1	246 969	96 564	150 405	39
Uruguay	22,7	2 281 080	1 505 045	776 035	66
Vanuatu	0,3	613 850	183 741	430 109	30
Venezuela (République bolivarienne du)	76,0	3 220 110	2 980 697	239 413	93
Viet Nam	317,3	17 449 332	14 144 703	3 304 629	81
Zambie	3,4	821 956	442 483	379 473	54
Zimbabwe	18,0	1 751 318	1 453 923	297 395	83
Région : Asie-Pacifique	0,0	2 147 298	743 231	1 404 066	35
Total	20 026,0	1 021 123 963	843 190 015	177 933 949	83